

Eh ! Les gars de la Marine, sortez les fourches : la famine arrive... (3ème partie)

written by Daniel Faguet | 25 avril 2022



La première partie est ici : <https://resistancerepublicaine.com/2022/04/22/eh-les-gars-de-l>

[a-marine-sortez-vos-fourches-ils-veulent-mettre-spike-dans-votre-assiette/](https://resistancerepublicaine.com/2022/04/24/eh-les-gars-de-la-marine-sortez-vos-fourches-ils-veulent-mettre-spike-dans-votre-assiette/)

La deuxième là :
<https://resistancerepublicaine.com/2022/04/24/eh-les-gars-de-la-marine-sortez-vos-fourches-2-milliards-de-personnes-vont-affronter-la-famine/>

Le commentaire justifié d' UN GAULOIS dans mon article d'hier mérite une réponse

Article intéressant mais qui passe sous silence un point important. Le terrain à bâtir coûte très cher aujourd'hui et les surfaces se réduisent comme peau de chagrin pour ne pas « miter » le territoire. Les sols proposés sont d'anciennes terres agricoles qui ont été ruinées par la culture intensive, l'absence d'apport humique suffisant et l'utilisation de pesticides et d'engrais. Il est devenu minéral, pratiquement sans vie, les vers de terre y étant absents. A noter quand même qu'au bout de 30 ans de gestion respectueuse, la vie revient. Ce qui veut dire que pour la culture de légumes, ce n'est pas gagné d'autant plus que les saisons sont perturbées entraînant un manque de précipitation, l'eau étant essentielle. Pas d'humus, pas d'eau, pas de légumes

Vous avez totalement raison. Quand j'ai cherché dans l'Aude il y a 18 ans tous les terrains à la vente étaient déjà limités à 2000 m², en lotissement. Insuffisant pour construire, jardiner pour se nourrir, plus arbre fruitiers... et poulailler qui gêne les voisins avec le Coq.

Effectivement trop d'engrais et pesticides ruinent les sols, il aurait fallu en épandre moins. MAIS les agriculteurs n'y sont pour rien, ils en ont été les premières victimes par des maladies bien au-dessus de la moyenne.

Le premier responsable qui les a poussés à produire plus en utilisant trop d'engrais c'est l'Etat. Depuis 1970 les prélèvements sociaux sur salaires n'ont cessé d'augmenter, passant de 28% à 40% en 2022. Dans le même temps les

prestations sociales sont passées de 17% à 38%. Nous détenons ainsi le record des prélèvements obligatoires de la zone Euro (salaire + impôts) de 44,5 %

Le Taux de croissance par habitant de 5% en 1970 est tombé à 0,5% en 2010, en même temps la dette publique est passée de 30 % à 116%.

En 1960 la part des dépenses alimentaires des foyers français est passée de 35% à 15% aujourd'hui, pendant que les dépenses logement + transport passaient de 22% en 1960 à 45% aujourd'hui.

Dans le même temps une lutte acharnée s'est engagée sur les prix, encouragée par l'Etat pour faire baisser l'inflation et ne pas augmenter les salaires. La concurrence sur les prix c'est faite sur le dos des producteurs, agricoles et industriels. Pour s'aligner, les industriels ont soit fermé soit délocalisé leur production à l'étranger. Les agriculteurs confrontés à des prix tirés toujours plus bas par la concurrence étrangère et des distributeurs sont passés de 1,6 million d'exploitants à 390 000 aujourd'hui

Exemple ; de 1980 à 2000 pour une production de légumes qui avait augmenté de 20 % puis est revenue au volume de 1980 en 2017, la valeur en 1980 de 4842 millions d'euros est tombée à 2900 millions d'euros.

Pour le blé la production en 1980 de 23 millions de tonnes pour une valeur de 9091 millions d'euros a augmenté en 2017 à 37 millions de tonnes pour une valeur tombée à 5151 millions d'euros.

En même temps, les importations agroalimentaires sont passées entre 2000 et 2017 de 100 milliards à 190 milliards.

Dans un rapport d'information déposé fin **mai 2019**, (avant la crise) la commission des affaires économiques du Sénat estime « qu'au rythme actuel de décroissance », la France

constatera son premier déficit agricole et agroalimentaire dès 2023. Le Sénat pointe notamment du doigt des charges trop élevées, la « sur-réglementation » et « des fragilités structurelles » venant plomber la compétitivité de nombreuses filières agricoles.

Depuis 1960 l'état a imposé, avec l'aide de l'Europe, aux agriculteurs de multiplier par 2 leurs productions en divisant par trois leurs prix. Comment ont-ils fait ? Ils ont répandu des engrais.

Et à qui ça a profité ? Aux industriels de la chimie comme AZF, qui pour augmenter les bénéfices a négligé la sécurité du stockage de 300 tonnes de nitrate d'ammonium qui en explosant a fait 31 personnes tuées et 2500 blessées. A moins que ? c'était 11 jours après le 11 septembre.

Les producteurs d'engrais et de pesticides voyant que l'on demandait aux agriculteurs de travailler plus pour gagner moins ont profité de l'aubaine, y voyant le moyen de multiplier leurs bénéfices.

Et les agriculteurs sont tombés dans le piège. Ils ont été obligés de faire confiance aux commerciaux qui les ont démarchés. Ils ont donc appliqué les dosages prescrits dans les documentations. Dosages qui avaient été gonflés pour gonfler les salaires et dividendes des actionnaires.

Une fois de plus '' l'Etat'' complice et dépendant de ces gens là pour le financement des campagnes électorales, n'a pas fait ou n'a pas voulu faire sont boulot de contrôle.

Maintenant il s'agit d'en revenir à la source de nos problèmes, décrit en début d'article. Les prélèvements sociaux sont passés de 28% à 40% en 50 ans pour en 2020 financer 872 milliards d'euros de prestations sociales (38% du PIB)

Je rapportais dans le premier article l'évaluation minimale,

par Michèle Tribalat de l'INED, de 18 millions de migrants et descendants depuis 1950, qui absorbent une bonne part de ces 872 milliards (rien qu'en proportion 234 milliards, mais sûrement beaucoup plus) à cela il faut ajouter les dépenses d'éducation nationale (inutiles, d'un âne on ne fait pas un cheval) et les dépenses liées à l'insécurité.

Si en 1960 l'Etat n'avait pas mis le doigt dans l'engrenage fou, de dépenser toujours plus en prélevant toujours plus, nous rendant les champions du monde des taxes et impôts, les Français n'auraient pas été contraints de chercher les prix les plus bas en alimentation, et les agriculteurs d'utiliser toujours plus de chimie. Maintenant dans les années à venir nous allons perdre la moitié des agriculteurs rescapés de ce massacre, ce qui nous rendra très dépendants de l'étranger pour notre alimentation.

Dans un contexte de crise pétrolière, en 1973, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances, lance le slogan << nous n'avons pas de pétrole mais on a des idées >> c'était le début de la fin et de la faim.

Nous sommes arrivés au bout du système.

Quand le vin est tiré il faut le boire jusqu'à la lie.